

## Veille d'actualité du troisième trimestre 2022 La transition énergétique est elle menacée ?

Ce trimestre a connu de multiples événements, d'importance majeure pour l'énergie : les sources fossiles sont toutes concernées directement, impactées par le conflit en Ukraine, entraînant des conséquences extraordinaires sur les ressources, dont l'électricité, et sur les prix, donc sur l'économie et l'industrie ; de plus ; les objectifs climatiques sont encore plus menacés qu'auparavant avec le retour aux énergies fossiles les plus polluantes, mais avec l'espoir que Quantités et Prix accélèrent la transition. Cette veille se limite au problème des prix de l'énergie, qui efface les nombreux événements de ce trimestre et à une étude AIE, Agence internationale de l'Energie, dévoilée le 20 septembre sur la collaboration internationale ; les autres événements de ce trimestre pourraient être repris sur la veille suivante.

**Quantités et Prix :** la Russie joue sa situation de fournisseur en fermant puis rouvrant les robinets sur le gaz, pour disloquer l'unanimité européenne. La Hongrie continue ses achats; l'Italie pourrait suivre, après renouvellement du gouvernement. La dépendance importante des pays européens, Allemagne, Italie, Pologne, pays peu équipés pour recevoir du gaz naturel liquéfié les mettez aux abois. La France, moins impactée s'en sort assez bien pour l'hiver, avec une possibilité de renfort par l'Algérie. Le gaz a une influence majeure sur l'électricité en Europe. La France moins impactée par le gaz pourrait éviter un black-out, coupure générale, sur l'électricité pendant l'hiver à condition qu'une partie des 32 réacteurs nucléaires en réparation, 24 en marche, soit remise en production rapidement. Le retour en production des 32 réacteurs devrait être beaucoup plus rapide que le développement des électricités intermittentes, avec une puissance fournie bien plus grande, mais la planification nécessaire ne le permet probablement pas, suite aux décisions de 2012 de l'arrêt de 12 réacteurs. Selon EDF, les Echos, 27 réacteurs devraient être remis en production d'ici fin décembre et 5 autres avant le 15 février, mais quatre devraient être arrêtés et d'autres pour les visites décennales à partir du 21 janvier ; pour 2023, la puissance installée en ordre de marche ne serait que de 50GW contre 61,4GW pour le total, soit environ une immobilisation de 10 réacteurs. Selon nos dirigeants politiques, espérant un objectif de sobriété tenu par les particuliers et l'industrie et atteignant 10% de réduction de consommation dès cet hiver, « un black-out » pourrait être évité. L'optimisme sur le futur plus lointain ne peut se concevoir qu'avec l'accélération de l'application des mesures en cours de discussions concernant l'indépendance énergétique, avec le nucléaire et les électricités intermittentes, en espérant une acceptabilité suffisante, malgré des règlements renforcés, mais sans rêver d'un renversement immédiat. Le charbon ne pose pas de problème, c'est l'un des sauveurs des pénuries sur le gaz, mais il est particulièrement néfaste pour la transition énergétique. Le prix du charbon avait eu un creux en avril 2020, moins de 40\$/T conséquence du Covid 19, puis était remonté à 66\$/T en début 21 à cause des besoins grandissants pour la métallurgie, et s'était envolé ensuite du fait du conflit, « obligeant » les pays européens à produire leur électricité par le charbon : 375\$/T début juillet à Rotterdam.

**Le pétrole** comme le gaz a eu un impact important sur les entreprises européennes travaillant en Russie, dont Total, qui a arrêté peu à peu ses activités, en vendant ses participations. La France étant très dépendante de la Russie pour son diesel carburant ce qui a provoqué une augmentation spécifique sur ce carburant, dont la France est très déficitaire. Le prix du pétrole lui-même, après être monté à des sommets, 140\$/Pb, mais connus auparavant, s'est rétréci en septembre à moins de 100\$/Pb, conséquence probable de la baisse de la demande liée au prix élevé, à la vente du pétrole russe par l'intermédiaire de l'Inde, ou à une demande plus faible de la Chine ; voyant cette tendance début septembre, l'OPEP a décidé de remettre en route le système des quotas pour la freiner. Mais l'euro a perdu 10% par rapport au dollar, ce qui ralentit la diminution des prix en euros, mais facilite les exportations comme le vin pour les États-Unis.

**Le gaz**, devenu rare pour l'Europe a atteint des prix faramineux, jusqu'à 276,75€/MWh fin août, soit 15 fois plus que la moyenne sur la dernière décennie ; c'est une catastrophe pour de nombreuses industries, notamment en Allemagne ; mais l'évolution du prix du marché de l'électricité en Europe est calé sur le coût de la centrale à gaz, ou au charbon, la plus chère, pour assurer l'équilibre des réseaux en Europe, ce qui explique l'explosion des prix spots de l'électricité jusqu'à 500€/MWh, à comparer à un prix de l'électricité nucléaire de 42€/MWh dans le cadre de l'ARENH, Accès Régulé de l'Electricité Nucléaire Historique, sur 25% de sa production, et jusqu'au mois de juin 2026 ; heureusement, 87% des particuliers en France bénéficient des prix réglementés, protégés par des hausses « raisonnables ».

**La Commission européenne** s'est réunie le 9 septembre pour trouver un accord sur les moyens de réduire les coûts du gaz, sans succès, mais espérant un accord en fin septembre. Les pistes étudiées par les Echos et analysées dans une vidéoconférence de Confrontation Europe le même jour sont les suivantes : la réduction de la demande, non réglementée, mais espérée automatique à cause du coût ; ne plus se baser sur le gaz le plus coûteux, mais sur la moyenne pondérée des coûts marginaux ; cependant un test sur les six derniers mois a montré que cette mesure ne conduisait qu'à une baisse de 7% ; le plafonnement du prix du gaz pour tous les acteurs du réseau, comme l'ont fait l'Espagne et le Portugal, légalement selon le cadre européen mais en se séparant du réseau ; plafonner le revenu des centrales marginales ; bien entendu, la rente des producteurs d'électricité à bas coûts, déjà en cours en France sur les électricités, mesure prévue dès leur création ; les contributions de solidarité des compagnies pétrolières et gazières produisant en Europe, la mise en place d'un plafonnement du prix du gaz russe ; si certains de ces principes sont acceptés assez largement, c'est l'hétérogénéité des situations qui freinent les accords. Ndlr ces pistes sont à terme immédiat, mais il est nécessaire de trouver une solution pour les moyen et long termes, certaines déjà engagées comme les investissements pour la réception du GNL-Gaz Naturel Liquéfié-, la production de biogaz, évidemment le remplacement du gaz par l'électricité, dont pompes à chaleur ; la construction d'un gazoduc Espagne, Allemagne et pays voisins n'est pas soutenu par la France, comme la reprise des sources minières pour le moment.

**Collaboration Internationale:** Rapport de l'AIE dévoilé le 20 septembre, source le Figaro. Il étudie les résultats d'un engagement de 45 pays ayant décidé, lors de la COP 26, de mettre l'accent sur la collaboration internationale pour déployer des solutions plus vertes sur 5 secteurs : l'électricité, le transport terrestre, l'acier, l'agriculture, l'hydrogène, le tout représentant 60% des émissions mondiales. Ce rapport note des progrès, mais très insuffisants. « Sans cette collaboration internationale, la transition vers zéro émission nette sera beaucoup plus difficile et pourrait être retardée de plusieurs décennies », selon M. Fatih Birol. 25 recommandations sont faites sur ces 5 secteurs. Exemples pour le transport terrestre : calendrier international sur la fin des véhicules thermiques, harmonisation des normes sur les batteries, mobilisation financière en faveur des infrastructures de recharge dans les pays en développement. Autre exemples pour l'électricité : création de super réseaux transfrontaliers, création de centres d'expertise internationaux pour aider la transition des pays ayant encore recours au charbon. Ndlr : un rapport à étudier précisément par le comité Energie.

Addendum : négociation européenne sur les mesures à prendre pour réduire les prix du gaz et de l'électricité : peu d'accord le 29 septembre, notamment sur un prix plafond pour l'importation du gaz, un prix plafonné à 180€/MWh de vente par tous les producteurs d'électricité, et un prix plafonné gaz ou charbon de la centrale déterminant le prix de l'électricité sur le marché européen, l'Allemagne récalcitrante, contre 15 pays dont la France. Prochaine négociation le 7 octobre.

Bruno Wiltz 03/10/2022

